

Philippe Moureaux

«Il n'est pas impossible que ce soit le mandat de trop pour Elio Di Rupo»

EXPRESS

«Pour moi, l'avenir de la gauche va être très difficile pendant un certain temps. Je prône au retour aux sources.»

«Je m'étais permis quelques critiques à l'égard d'Elio Di Rupo. Les journalistes qui m'ont téléphoné par la suite n'attendaient qu'une chose: que je dise du mal de lui.»

«Je n'ai pas le profil de quelqu'un qui essaie d'avoir des marionnettes.»

«L'opposition socialiste doit rester vigoureuse.»

INTERVIEW ANAÏS SORÉE

Philippe Moureaux s'est montré critique envers la ligne de son parti dernièrement. Il se demande si Elio Di Rupo n'a pas fait un mandat de trop. Mais il ne veut toutefois pas participer au lynchage médiatique dont serait victime l'actuel président du PS, d'après lui.

Elio Di Rupo veut lancer «le chantier des idées» le 22 mars à Liège. Quelle idée souhaiteriez-vous lancer?

Personnellement, je prône un retour aux sources. Pour moi, l'avenir de la gauche va être très difficile pendant un certain temps. Donc, je pense que c'est une bonne chose ce que lance Di Rupo. Il y aura sans doute des idées intéressantes qui vont peut-être rebooster le parti pendant un certain temps mais je ne crois pas qu'une conception nouvelle va vraiment sortir de là.

Le PS a besoin d'une nouvelle conception?

C'est indispensable. La mouvance de gauche est un peu épuisée. En France, c'est l'effondrement idéologique complet de la gauche. En Grèce, la social-démocratie a été balayée par les derniers événements.

Le PS doit-il se reconcentrer sur la classe ouvrière? Comment peut-il remonter dans les sondages?

La gauche s'est beaucoup coupée de la classe ouvrière. En Belgique, le PS est à cheval entre la classe ouvrière et la classe moyenne. Il hésite tout le temps. Et je ne vois nulle part un foyer de réflexion par rapport à ce positionnement idéologique.

Quant aux sondages, le PS n'est pas descendu. Il y a eu un tassement qui a été exagéré. Les titres de la presse ont été très gonflés. Je suis d'ailleurs mal à l'aise à ce propos. Je suis assez critique à l'égard de mon parti et de son président. Mais j'ai pris conscience

qu'il y avait un mot d'ordre au sein de la presse pour abattre Elio Di Rupo. Je m'étais permis quelques critiques acerbes à son égard. Je n'avais pas apprécié la conférence de presse donnée à la suite des attentats par Elio Di Rupo. Il parlait comme un Premier ministre qui rassure les gens. Or il aurait dû aussi donner une analyse sociologique des événements. Pas juste rassurer. Il n'est plus Premier ministre. Mais soit. Les journalistes qui m'ont téléphoné par après voulaient que je dise du mal de Di Rupo. Il n'y a que ça qui les intéressait.

Vous prenez sa défense aujourd'hui?

Il est dans une posture qui pendant un certain temps est impossible à tenir. Quand on a été Premier ministre, on croit après qu'on l'est encore. Ce qui est parfois un peu ridicule. Puis après, on veut s'en dépouiller. Mais comment le faire? On ne peut pas dire que sa performance lorsqu'il a renié sa décision prise sur le chômage ait été très convaincante. Et puis, il y a aussi un aspect à prendre en compte pour expliquer les sondages. C'est que quand les gens ont peur, ils ont tendance soit à aller vers les extrêmes, soit à aller vers le pouvoir. C'est en partie ce qui explique l'incroyable remontée d'Hollande.

Est-ce le mandat de trop pour Elio Di Rupo?

Ce n'est pas impossible. L'avenir nous le dira. Il a dit – et je n'y avais pensé – qu'il aurait pu choisir comme beaucoup d'autres de prendre un mandat international ou aller dans

un conseil d'administration. Il ne l'a pas fait. Mais je ne suis pas sûr que ce soit la meilleure solution de passer de Premier ministre à président du principal parti d'opposition qui par ailleurs a dû faire semblant de détricoter les choses qu'il avait faites.

Que pensez-vous de l'opposition que mène actuellement le PS?

Elle doit rester vigoureuse. Onkelinx a choisi la bonne voie. Il faut rester rude. On est devant un gouvernement très particulier qui touche aux pensions et à l'index. Ce sont des symboles mais les mesures prises vont faire mal aux gens.

Supprimer l'index sauf pour les loyers, c'est une position de classe. On enlève l'indexation pour les travailleurs et on la maintient pour les propriétaires. C'est quasiment une provocation vis-à-vis de la population. Même le patronat s'est rendu compte que son petit chéri a été trop loin dans les mesures symboliques.

Je suis convaincu qu'une grande partie du patronat ne trouve pas que le saut d'index est une bonne idée. Car elle apparaît comme une injustice et crée des tensions sociales.

Un des enjeux des prochaines semaines et des prochains mois est le tax shift. Quels devraient en être les contours d'après vous?

Il faudrait diminuer l'impôt sur le travail et augmenter celui sur le capital. Il faut éviter de toucher à la TVA au moment où on touche à l'index. Je ne suis pas très optimiste par rapport à cette réforme fiscale. Les plus faibles risquent à nouveau d'en baver.

Votre fille Catherine va s'installer à Molenbeek. C'est votre idée?

Non. Je n'ai pas du tout le profil de quelqu'un qui essaie d'avoir des marionnettes. De toute façon, ma fille ne l'accepterait pas. Elle a un caractère ferme.

Pourquoi est-elle un bon choix stratégique pour le parti?

D'abord, le nom. Il ne faut pas être hypocrite. Il y a une forte demande. Ensuite, son positionnement politique a toujours été très proche de la défense des classes défavorisées qui sont nombreuses dans cette commune.

Faut-il être le fils de ou la fille de pour réussir?

Non. Elio Di Rupo est là pour démontrer le contraire. Maintenant, être le fils de est un avantage. Moi je suis le fils d'un homme politique libéral. Je n'ai jamais été libéral mais j'ai beaucoup appris à la table familiale. Ceci dit, cela ne réussit pas toujours. Il y a des cas où on a jeté une marionnette dans une commune et où cela n'a pas pris. Il y a d'autres cas où les choses se sont bien passées. Mais, in fine, ce sont les gens qui choisissent.

Molenbeek est-il un foyer pour les musulmans radicaux?

Pas plus que les autres endroits. Je rappelle d'ailleurs que le seul élément majeur s'est

déroulé à Verviers. Et que l'assassin du musée juif venait de France, de même que celui qui a poignardé une policière à Molenbeek.

De manière générale, n'y a-t-il pas eu assez de complaisance ou de laxisme avec les musulmans les plus radicaux?

La plus grande erreur, c'est d'avoir encouragé le djihadisme au début. Dans certains milieux, on n'était pas mécontent de voir certains qui allaient faire à notre place la peau à Bachar al-Assad. Certains services spéciaux ont averti très vite les autorités que c'était dangereux. Mais on les a fait taire. Parce que l'Occident fonctionne selon l'adage «les ennemis de mes ennemis sont mes amis». Cela a commencé avec Ben La-

den. En Libye, d'où ces gens ont-ils reçu leurs armes? En Syrien, c'est la même chose. Tout d'un coup, on s'est rendu compte que ces gens étaient dangereux. Et ceux qu'on encourageait à partir, on les a présentés comme des criminels. On aurait mieux fait de ne pas les laisser partir.

Quand on vous dit que l'intégration est un échec, vous répondez...

Que c'est aussi stupide que de dire que c'est une réussite. D'après moi, l'intégration, c'est le mélange des cultures. Il y a des grandes réussites et il y a des échecs. La Belgique n'est pas le moins bon élève. Meilleure que la France qu'on nous présente aujourd'hui comme modèle, ce qui est à mourir de rire.